

Projet de fret dans le Val-d'Oise : les élus prêts à entamer le bras de fer

Alexandre Boucher | 04 Févr. 2016, 21h32 | MAJ : 04 Févr. 2016, 21h32

RÉAGIR



Pontoise, le 4 février 2016. L'opposition des élus du Val-d'Oise — Virginie Tinland, Philippe Houillon, Jean-Michel Levesque, Maurice Chevigny et Gérard Seimbille (de gauche à droite) — au projet de ligne de fret va prendre une tournure juridique. (LP/A.B.)

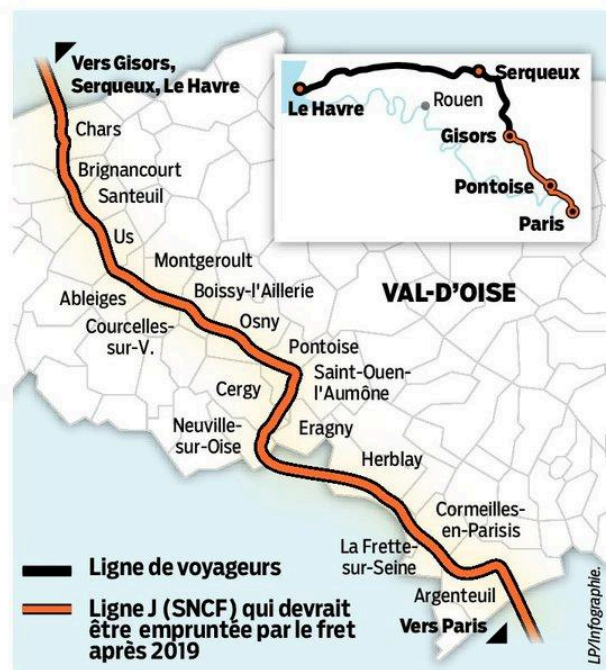
« Avec la [SNCF](#), on n'est pas sur les mêmes rails... » Philippe Houillon manie l'humour. Mais le député-maire (LR) de Pontoise, comme ces collègues élus du Val-d'Oise réunis ce jeudi dans sa mairie, n'a pas franchement envie de rire.

Le 14 janvier dernier, les élus ont décidé de quitter une réunion organisée en préfecture au sujet du projet de ligne de fret dite de Serqueux-Gisors.

Pour rappel, celui-ci vise à moderniser la ligne de fret ferroviaire, qui traverserait une vingtaine de villes du département et emprunterait les voies de l'actuelle ligne J du Transilien, à raison de vingt-cinq trains par jour. Ce projet fait l'unanimité contre lui, notamment à cause des nuisances

sonores, des dysfonctionnements sur la ligne J et de la probable dévaluation immobilière qu'il engendrera.

« Cette réunion en préfecture, c'était de l'enfumage, résume Jean-Michel Levesque, le maire (LR) d'Osny. On n'a eu aucune réponse à nos questions. » « On a le sentiment de ne pas être écoutés sur ce dossier très sensible », ajoute Maurice Chevigny, le maire (SE) de La Frette-sur-Seine. Sa commune ainsi que celles d'Herblay et de Cormeilles-en-Parisis n'ont pas été incluses dans le périmètre de l'enquête publique.



Reportée en septembre dernier, cette consultation publique pourrait avoir lieu début mars, selon un courrier d'Alain Vidalies, le secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche. « Impossible », selon Philippe Houillon, qui a relevé plusieurs contradictions dans la missive d'Alain Vidalies. « Il charge le [préfet](#) du Val-d'Oise de lui rendre un plan d'actions concrètes avant fin 2016, mais l'enquête publique doit démarrer en mars. J'en déduis qu'on ne tiendra pas compte de l'enquête publique. »

« Et il charge le préfet de s'assurer que le projet n'interfère pas avec la qualité de services de la ligne J du Transilien, poursuit Jean-Michel Levesque. C'est mal connaître la réalité de cette ligne où il y a déjà 85 % de dysfonctionnements. »

Les élus du Val-d'Oise ont donc prévu de se réunir avant les vacances de février. « Aujourd'hui, SNCF Réseau nous propose d'agir sur les conséquences du passage des trains de fret, alors que

nous sommes opposés au principe même. Nous allons saisir un [avocat](#) spécialisé et engager les actions juridiques nécessaires auprès du tribunal administratif. On est prêts à aller au bras de fer. »